

Convention collective nationale

IDCC : 1976. – **ROUTAGE DE MESSAGERIES D'ABONNEMENTS
DE PÉRIODIQUES**

(8 avril 1997)

(Etendue par arrêté du 20 octobre 1997,
Journal officiel du 30 octobre 1997)

**DÉNONCIATION DU 28 AOÛT 2006 DU SYNDICAT
NATIONAL DES MESSAGERIES D'ABONNEMENTS DE PÉRIODIQUES
(MAP) DE LA CONVENTION DE ROUTAGE DE JOURNAUX PÉRIODIQUES**

NOR : **ASET0651023M**

IDCC : 1976

Paris, le 28 août 2006

Le syndicat national des messageries d'abonnements de périodiques, 68, boulevard Saint-Marcel, 75005 Paris à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, conventions et accords collectifs, 210, quai Jemmapes, 75462 Paris Cedex 10.

Madame,

Nous avons l'honneur de vous informer que notre organisation syndicale a été dissoute par décision de son assemblée générale extraordinaire du 30 novembre 2005.

En effet, notre syndicat n'était plus représentatif, il ne regroupait plus que 10 entreprises ; la création d'un nouveau syndicat constitué de la fusion du syndicat national des messageries d'abonnement de périodiques et du syndicat national des entreprises de logistique de publicité directe correspond à un objectif plus large pour une meilleure représentation des acteurs intervenants dans la logistique de la communication écrite directe et que la MAP n'a donc plus de raison d'être.

En même temps, cette assemblée générale extraordinaire décidait : « Cette dissolution rend caducs tous les accords ou conventions dont le syndicat a été signataire. » De ce fait, l'accord national professionnel du 8 avril 1997 relatif au secteur du routage de journaux périodiques aux abonnés (accord étendu par arrêté d'extension du 20 octobre 1997 paru au *Journal officiel* le 30 octobre 1997) est donc caduc et la présente lettre vaut dénonciation de cet accord.

Les entreprises qui entraient dans le champ d'application de cet accord seront dorénavant régies par la nouvelle rédaction de la convention collective nationale n° 3261 des entreprises de logistique de communication écrite directe.

Veuillez croire, Madame, en l'assurance de notre sincère considération.

Le délégué général.